



Le PIB par habitant reste plus faible mais l'écart avec la province se réduit depuis 1990

L'Occitanie est une région dynamique où la population et la richesse créée progressent fortement. Son poids démographique passe de 8,0 % en 1990 à 8,9 % en 2013, augmentant un peu plus vite que son poids économique (de 6,6 % à 7,3 %). Ainsi, le PIB par habitant demeure significativement plus faible que la moyenne de France métropolitaine et dans une moindre mesure que la moyenne de province. Cette moindre création de richesse par habitant dans la région provient pour l'essentiel d'une productivité apparente du travail plus limitée et d'un déficit d'emploi, lié à un plus faible taux d'activité et à un chômage plus prégnant. La part des personnes en âge de travailler, plus faible dans la région en raison d'une surreprésentation des 65 ans ou plus, est aussi un élément qui contribue à un PIB par habitant plus faible qu'en province. À l'inverse, l'attractivité économique plus forte qu'en province permet de s'en rapprocher. Entre 1990 et 2013, l'écart de PIB par habitant se réduit au regard de celui de la province, en grande partie grâce à la hausse de productivité du travail.

Roger Rabier, Christophe Bordet, Insee
Avec la participation de Philippe Colombani et Patrick Crosnier, Direccte

Avec un produit intérieur brut (PIB) (*définitions*) de 152 milliards d'euros en 2013, l'Occitanie est la 4^e région métropolitaine la plus créatrice de richesse. Elle est devancée par l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Nouvelle-Aquitaine. Elle progresse de trois rangs en 23 ans (*figure 1*).

Le PIB par habitant progresse mais reste faible

Depuis 1990, les poids économique et démographique de l'Occitanie augmentent continûment mais à des rythmes différents. Portée par une forte attractivité résidentielle, l'Occitanie est la plus dynamique des régions métropolitaines. Ainsi son poids démographique progresse, passant de 8,0 % de la population métropolitaine en 1990 à 8,9 % en 2013. Dans le même temps, son poids économique augmente moins vite, de 6,6 % à 7,3 % du PIB métropolitain.

Ainsi, lorsqu'on rapporte la richesse créée par l'appareil productif à la population régionale, l'Occitanie se situe bien en dessous de la moyenne de métropole, même si son classement s'améliore.

En 2013, le PIB par habitant de la région s'élève à 26 700 euros, contre 32 600 euros pour la France métropolitaine. Toutefois, l'Île-de-France est très atypique et influe fortement sur ce différentiel, avec un PIB par habitant de 53 600 euros. L'écart avec la moyenne de province (27 700 euros) est donc moindre

mais il reste significatif. En termes de PIB par habitant, l'Occitanie se situe au 8^e rang des 13 régions métropolitaines, quasiment à égalité avec le Grand Est et derrière le Centre-Val de Loire (26 800 euros). Il est bien en dessous de celui d'Auvergne-Rhône-Alpes (31 000 euros par habitant) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (30 700 euros), qui occupent respectivement le 1^{er} et le 2^e rang des régions de province.

1 Les poids démographique et économique de l'Occitanie se renforcent depuis 1990

Part de l'Occitanie dans la population et le PIB de la France métropolitaine et rang de l'Occitanie parmi les régions métropolitaines

	1990	1999	2007	2013
Part de la population de l'Occitanie	8,0	8,3	8,7	8,9
Part du PIB de l'Occitanie (en %) :	6,6	6,8	7,2	7,3
Rang de l'Occitanie en termes de :				
PIB	7 ^e	7 ^e	7 ^e	4 ^e
PIB par habitant	10 ^e	11 ^e	11 ^e	8 ^e
PIB par emploi	11 ^e	10 ^e	12 ^e	7 ^e

Sources : Insee, recensements de la population, comptes régionaux base 2010 (PIB en valeur, définitifs jusqu'en 2012, semi-définitifs pour 2013), Estel



Mesuré en euros constants, c'est-à-dire corrigé de l'inflation, le PIB par habitant progresse de 1,0 % par an en moyenne en Occitanie depuis 1990, soit un rythme proche de la province (0,9 %) (figure 2). Dans la région comme en province, cette croissance globale masque deux périodes bien distinctes, liées à l'arrivée de la crise économique et financière. En Occitanie, le PIB par habitant progresse de 1,5 % par an entre 1990 et 2007, puis baisse de 0,3 % par an entre 2007 et 2013 sous l'effet des chocs économiques amorcés en 2008. Sur la période d'avant-crise, la région est ainsi un peu plus dynamique qu'en moyenne en province (+ 1,4 % par an), tandis qu'après l'entrée dans la crise elle connaît un recul moins prononcé (- 0,6 % par an en province).

Au final, sur l'ensemble de la période de 23 ans, l'écart de richesse par habitant de l'Occitanie avec la province se réduit presque de moitié, passant de - 6,4 % en 1990 à - 3,4 % en 2013. L'écart avec la moyenne des régions métropolitaines reste stable, à - 18 % en 1990 comme en 2013.

Le PIB par habitant : quatre facteurs analysés

Une décomposition du PIB par habitant (*méthodologie*) permet d'éclairer les disparités régionales et de comprendre leurs évolutions, au travers des différences de niveau de productivité et de situations socio-économiques diverses. Quatre indicateurs sont ainsi analysés.

Le premier est le PIB par emploi mesuré au lieu de travail. Rappor-ter le PIB au nombre d'emplois exercés dans la région permet de mesurer l'apport moyen de chaque travailleur à la création de richesse d'un territoire et de neutraliser ainsi les effets de taille : c'est la productivité apparente du travail.

Le taux d'emploi donne la proportion des personnes résidentes qui exercent un emploi parmi celles en âge de travailler (de 15 à 64 ans) et mesure ainsi le recours à la main-d'œuvre potentielle sur un territoire donné. C'est un indicateur du dynamisme du marché du travail.

L'attractivité en termes d'emploi de la région rapporte les emplois au lieu de travail à la population active occupée résidant dans la région.

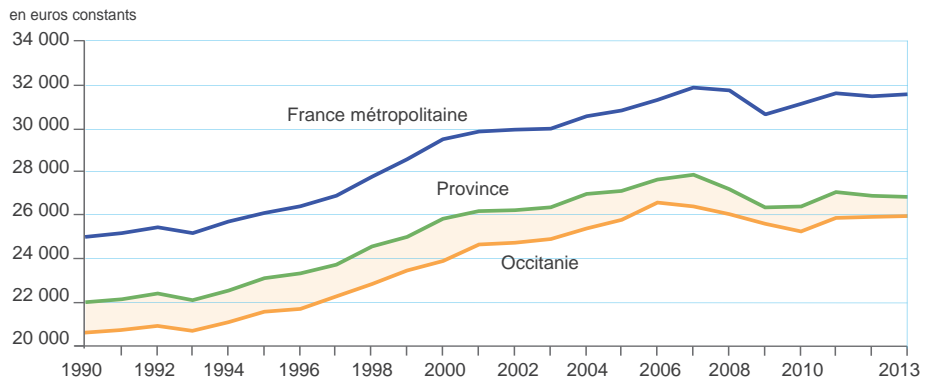
Enfin, la part de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) dans la population régionale totale mesure un effet démographique régional.

Une structure sectorielle régionale défavorable

En Occitanie, le PIB par emploi atteint 69 400 euros en 2013 (figure 3), soit 1,3 % de moins que la moyenne de province (70 300 euros). Cette productivité apparente du travail place la région en 7^e position, loin derrière l'Île-de-France (105 300) et, dans une moindre mesure, Provence-Alpes-Côte d'Azur (75 400) et Auvergne-Rhône-Alpes (73 700).

2 L'écart de richesse produite par habitant en Occitanie se maintient avec la France métropolitaine mais se réduit avec la province

Évolution du PIB par habitant en volume entre 1990 et 2013



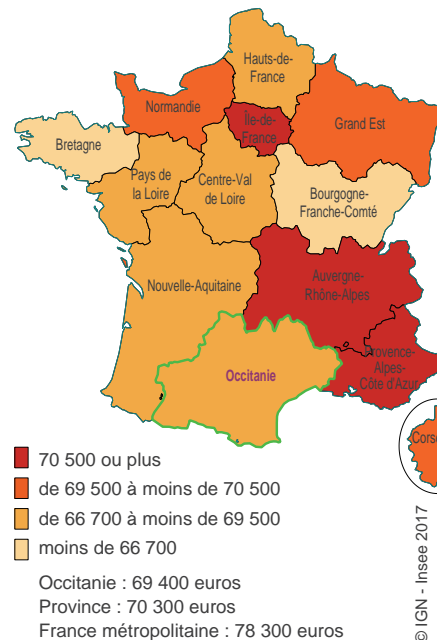
Sources : Insee, recensements de la population, comptes régionaux base 2010 (PIB en euros constants définitifs jusqu'en 2012, semi-définitifs pour 2013)

Pour aller au-delà du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur économique considéré comme le plus représentatif de la richesse monétaire dégagée par un appareil productif national (ou régional). Cependant, comme tout indicateur statistique, il présente des avantages et des inconvénients. Ces dernières années, l'usage du PIB comme indicateur global de progrès économique et social a été remis en cause et en 2009, une commission internationale présidée par Joseph Stiglitz a pointé certaines de ses limites. Le PIB actuel constitue une mesure quantitative de la production de richesse d'un pays mais cette mesure n'intègre pas d'indicateurs de développement social ; elle ne prend pas non plus en compte la question de la soutenabilité de la croissance économique, notamment en termes écologiques du fait des externalités négatives de la production (nuisances sonores, pollution atmosphérique, occupation d'espace...), ni la production réalisée en dehors du marché des biens et services (par exemple, les travaux domestiques, d'éducation des enfants...).

3 L'Occitanie 7^e région de France métropolitaine pour la productivité du travail

PIB régionaux par emploi en 2013, en euros courants, semi-définitifs



Occitanie : 69 400 euros
Province : 70 300 euros
France métropolitaine : 78 300 euros

Source : Insee, comptes régionaux base 2010

Cette moindre productivité apparente du travail en Occitanie entraîne un PIB par habitant inférieur de 1,7 % à celui de la province. Cependant, cet écart est faible au regard des autres régions, où il varie de - 8,4 % en Bretagne à + 15,9 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur (figure 4).

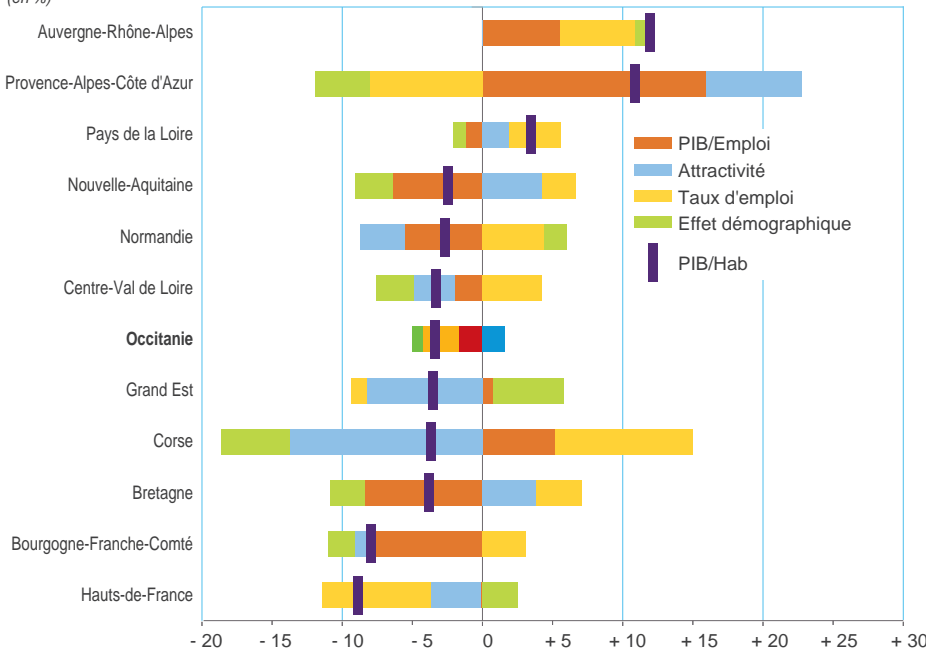
Dans la région, la structure du tissu productif influe négativement sur le niveau de PIB par emploi. En effet, la productivité apparente du travail varie beaucoup d'un secteur à l'autre. Elle est ainsi très forte dans le tertiaire marchand alors qu'elle est plus faible dans le non marchand. L'effet sectoriel est défavorable dans la région, compte tenu notamment du poids relativement faible de l'industrie et de la surreprésentation du tertiaire non marchand. Toutefois, pour un même secteur, la productivité apparente n'est pas égale dans toutes les régions. Ainsi, quel que soit le secteur d'activité considéré, les entreprises et organismes publics sont plus productifs en Occitanie qu'en moyenne en province. Dans le tertiaire non marchand, ce bon résultat résulte, en partie, d'un âge médian plus élevé des agents de la fonction publique dans la région : 43 ans contre 41 ans en province, ce qui entraîne un niveau de rémunération plus élevé dans la fonction publique occitane (*définitions*).

Chômage plus élevé et taux d'activité plus faible en Occitanie

Autre facteur jouant en la défaveur de la richesse par habitant en Occitanie, le taux d'emploi y est plus faible qu'en moyenne en province. En 2013, les actifs occupés de la région représentent 62,0 % de la population en âge de travailler, contre 63,6 % en province. Ce plus faible taux d'emploi entraîne un PIB occitan par habitant inférieur de 2,5 % à celui de la province. Trois autres régions ont aussi un taux d'emploi plus faible que la moyenne. Cette différence est en

4 Caractéristiques de l'Occitanie très proches de celles de la province

Écart de PIB par habitant entre les régions et la province en 2013 : décomposition en quatre facteurs (en %)



Lecture : en 2013, le PIB par habitant de l'Occitanie est inférieur de 3,4 % à celui de la moyenne de province. Cet écart négatif s'explique par une plus faible productivité apparente du travail qui conduit à un PIB par habitant inférieur de 1,7 % à celui de la province, un taux d'emploi plus limité (- 2,5 %) et un effet démographique défavorable (- 0,8 %). A contrario, l'attractivité en termes d'emploi rapproche le PIB par habitant de la région de celui de la province (+ 1,6 %).

Sources : Insee, recensements de la population, comptes régionaux base 2010, Estel

particulier très importante dans les Hauts-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la moindre présence relative des actifs occupés entraîne un recul de 8 % du PIB par habitant.

En Occitanie, le plus faible taux d'emploi s'explique à la fois par un taux de chômage plus élevé qu'en province et par un taux d'activité en retrait.

Fin 2013, le taux de chômage s'élève à 11,8 % en Occitanie, soit 2 points de plus qu'en France métropolitaine. Cet écart atteignait déjà 1,4 point en 1990, signe d'un déficit structurel d'emplois dans la région qui se renforce sur la période étudiée. Le manque d'emplois est surtout marqué dans la sphère productive de l'économie, qui regroupe les activités tournées vers les entreprises et les marchés extérieurs.

En 2013, 72 % de la population en âge de travailler est active en Occitanie, contre 73 % pour l'ensemble des autres régions hors Île-de-France. Cet écart est stable depuis 1990 et s'accompagne, dans la région comme ailleurs, d'un fort développement de l'activité des femmes et d'une quasi-stabilité du taux d'activité des hommes.

Une attractivité en termes d'emplois moins défavorable qu'en province

En Occitanie, le nombre d'emplois exercés dans la région est inférieur au nombre de personnes en emploi qui y résident : l'indicateur d'attractivité en termes d'emplois est de 98 %. Le solde des entrées et des sorties d'actifs en emploi pour la région est donc négatif.

Cette plus forte attractivité de l'Occitanie contribue ainsi à réduire l'écart de PIB par habitant de la région au regard de la province. De toutes les régions métropolitaines, seule l'Île-de-France affiche un indicateur d'attractivité positif (105 %). L'attractivité la plus faible se retrouve dans les trois régions frontalières et limitrophes de l'Île-de-France, ainsi qu'en Centre-Val de Loire (de 93 % à 95 %).

Un effet démographique défavorable

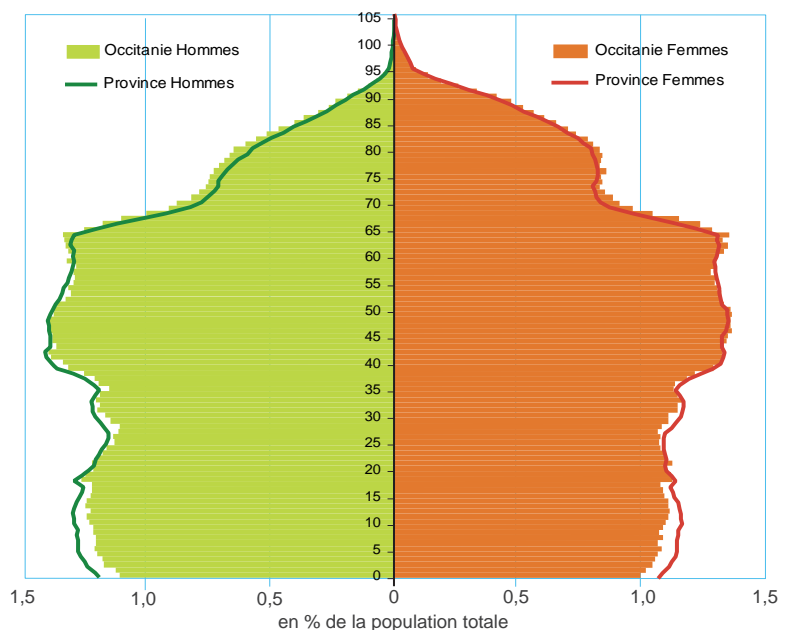
En Occitanie, la structure par âge de la population constitue un autre facteur défavorable à la création de richesse par habitant, au regard de la moyenne de province. En effet, la part de la population en âge de travailler (15-64 ans) dans la population (62,5 %) est en 2013 un peu inférieure à celle observée en province (63,0 %) (figure 5), en raison du vieillissement plus prononcé de la population dans la région. En effet, la part des 65 ans ou plus dans la population est de 20,2 % en 2013 en Occitanie, contre 18,7 % en moyenne en province ; celle des moins de 15 ans est de 17,1 % dans la région contre 18,1 % en province. Cet effet démographique a pour conséquence de faire reculer le PIB par habitant d'Occitanie de près de 1 % par rapport à la province. Là encore, l'écart est faible par rapport à celui des sept autres régions dont la part de la population en âge de travailler est aussi inférieure à la moyenne de province, comme en particulier PACA ou la Corse.

La hausse de la productivité du travail contribue à réduire l'écart de PIB par habitant

Entre 1990 et 2013, l'écart de PIB par habitant entre l'Occitanie et la moyenne de province s'est pratiquement réduit de moitié, passant de - 6,4 % en 1990 à - 3,4 % en 2013.

5 Moins de jeunes et plus de personnes âgées en Occitanie qu'en province

Pyramide des âges de l'Occitanie en 2013 - comparaison avec la province



Source : Insee, recensement de la population 2013

Cette réduction provient pour l'essentiel de la hausse de la productivité du travail. En effet, cette hausse est plus marquée en Occitanie : en euros constants, le PIB par emploi progresse de 1,0 % par an en moyenne dans la région, contre 0,8 % en province. Moins élevé dans la région, le taux d'emploi augmente aussi un peu plus vite dans la région qu'en province sur cette période de 23 ans, contribuant également à réduire cet écart. L'indicateur d'attractivité joue aussi favorablement au regard de la moyenne de province. En Occitanie, il reste stable à 98 %

en 2013 comme en 1990, alors qu'il se dégrade en moyenne en province, passant sur la période de 98 % à 96 %. Cette perte d'attractivité permet à la région de réduire son écart de richesse créée par habitant avec la province.

Seul l'effet démographique a un impact négatif sur le positionnement relatif de la région en termes de richesse créée par habitant : la part de la population en âge de travailler dans la population totale diminue en effet plus rapidement en Occitanie qu'en province. ■

Projet de prospective économique régionale « Occitanie 1990-2040 »

L'État et la Région se sont engagés dans un projet de rétrospective et de prospective économique régionale « Occitanie 1990-2040 ». Il repose sur l'analyse de la croissance potentielle de la région et ses déterminants fondamentaux, afin de mieux en cerner les enjeux et les leviers d'action.

Cette réflexion est composée d'une première partie rétrospective quantifiée couvrant la période 1990-2013, assortie d'une histoire économique de la région et d'une analyse de l'existant avec une approche comparative aux autres régions de métropole, un volet croissance économique mesurée par le PIB et un volet transformation de l'emploi (second « Insee Analyses Occitanie » à paraître en juin 2017). Cette analyse rétrospective, conduite avec l'Insee, alimente une démarche prospective chiffrée, réalisée par la Région et l'État avec l'appui d'un cabinet d'études, à l'horizon 2040. Elle est conduite, pour la partie prospective, en lien avec les deux métropoles, les territoires et l'ensemble des acteurs représentatifs de la vie économique de la région. Les travaux doivent se conclure d'ici la fin du 1^{er} semestre 2017.

Au vu de l'analyse rétrospective, au moins deux enjeux majeurs semblent ressortir pour l'avenir : le renforcement de la productivité, gage d'une compétitivité préservée voire accrue, et la mobilisation des ressources humaines à développer. À cela s'ajoute un enjeu de cohésion territoriale : les deux aires urbaines de Toulouse et Montpellier représentent 38 % de l'emploi régional en 2013 contre 28 % en 1982.

Méthodologie

Décomposition du PIB par habitant

Le PIB par habitant (PIB/H), parfois appelé PIB par tête, est calculé en rapportant le PIB à la population d'un territoire. Il permet d'établir une mesure de l'activité économique globale comparable entre territoires. Les différences régionales de PIB par habitant peuvent s'éclairer en prenant en compte deux indicateurs, le **PIB par emploi (PIB/EMP ou productivité apparente du travail)** et **l'emploi par habitant (EMP/H)**.

$$\frac{\text{PIB}}{\text{H}} = \frac{\text{PIB}}{\text{EMP}} \times \frac{\text{EMP}}{\text{H}}$$

EMP : emploi régional mesuré au lieu de travail
H : nombre d'habitants de la région

Les différences régionales observées peuvent donc provenir de niveau de productivité différents et/ou de situations diverses vis-à-vis de l'emploi par habitant. Ce dernier peut lui-même se décomposer en trois facteurs, l'indicateur d'attractivité, le taux d'emploi et l'effet démographique de la manière suivante :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{H}} = \frac{\text{EMP}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{H}}$$

PEAT : population en âge de travailler de la région (personnes âgées de 15 à 64 ans)
PAO : population active occupée

L'indicateur d'attractivité : ratio **EMP/PAO** qui rapporte les emplois occupés dans la région au nombre d'actifs résidant dans la région. Il mesure donc le degré d'attractivité de la région.

Le taux d'emploi : ratio **PAO/PEAT** qui rapporte la population active occupée de la région à sa population en âge de travailler (15-64 ans). Cet indicateur mesure le dynamisme du marché du travail.

L'effet démographique : ratio **PEAT/H** qui rapporte la population en âge de travailler de la région (15-64 ans) à son nombre d'habitants. Ainsi, si la population locale est très jeune ou si elle est vieillissante, le ratio est faible.

Au total, le PIB par habitant peut être décomposé en quatre facteurs :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{H}} = \frac{\text{PIB}}{\text{EMP}} \times \frac{\text{EMP}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{H}}$$

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : Le produit intérieur brut (PIB) est un agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut s'envisager selon trois approches : une **approche production, retenue pour le calcul des PIB régionaux**, qui consiste principalement à sommer les valeurs ajoutées des secteurs de l'économie, une **approche par la demande** qui consiste à décomposer l'utilisation de cette production (consommation, investissement, variations de stocks, exportations), et enfin une **approche par les revenus** qui décrit la façon dont les revenus issus de la production sont redistribués entre les facteurs de production (capital et travail).

Calcul des valeurs ajoutées régionales : D'une manière générale, la valeur ajoutée est égale à la différence entre la valeur de la production des biens et services produits, et celle des inputs nécessaires pour réaliser cette production, c'est-à-dire les consommations intermédiaires. Ce solde permet de rémunérer les salariés, de payer les impôts et les dividendes (pour les sociétés par actions) ; il peut aussi être mis en réserve.

L'estimation des valeurs ajoutées régionales des **branches marchandes** (hors agriculture et finances) repose sur les comptes des entreprises qui permettent de calculer une valeur ajoutée pour chaque entreprise. Celle-ci est ensuite régionalisée au prorata de la masse salariale de chaque établissement implanté sur le territoire.

Pour les administrations, la production est constituée principalement de services dits "non marchands", dans la mesure où ils sont fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur coût de production. En comptabilité nationale, on considère qu'une administration ne réalise pas de profit, contrairement aux entreprises privées. La valeur totale de la production est mesurée par les coûts de production. Les valeurs ajoutées métropolitaines sont ventilées par région au prorata des rémunérations. De par son mode d'enregistrement, ce secteur est l'un des moins productifs, ce qui tire mécaniquement le PIB par emploi à la baisse. De plus, les emplois de fonctionnaires sont relativement protégés des aléas de la conjoncture.

Insee Occitanie

36 rue des Trente-Six Points
BP 94217
31054 Toulouse Cedex 4

Directeur de la publication :
René HARDY-DESSOURCES

Rédactrice en chef :
Michèle EVEN

ISSN : 2492-1629 (version imprimée)
ISSN : 2493-4178 (version en ligne)

© Insee 2017

Pour en savoir plus

- « Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées : le grand sud attractif », *Insee Analyses Midi-Pyrénées* n° 16, avril 2015
- « En Languedoc-Roussillon, le manque d'emploi pèse sur la production de richesse par habitant », *Repères Synthèse Languedoc-Roussillon* n° 2, janvier 2013
- « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », *Insee Focus* n° 60, juillet 2016

